



VILLE DE THONON-LES-BAINS

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC (DELEGATION DE SERVICE PUBLIC) - PARCS DE STATIONNEMENT

LES ARTS, ARISTIDE BRIAND,
BELVEDERE, JULES MERCIER

Projet

Table des matières

PREAMBULE.....	4
CHAPITRE I - Dispositions générales	6
Article 1 - Société dédiée	6
Article 2 - Objet de la délégation	6
Article 3 - Exclusivité et cession.....	6
Article 4 - Périmètre technique	6
Article 5 - Durée du contrat	7
Article 6 - Prise de possession des parcs de stationnement souterrain.....	7
CHAPITRE II - Conditions d'exploitation - Garantie de la Qualité d'exploitation	8
Article 7 - Régime des travaux	8
Article 8 - Travaux d'entretien et de réparation	8
Article 9 - Garantie Qualité.....	9
Article 10 - Exécution d'office des travaux d'entretien	10
Article 11 - Travaux de renouvellement et de mises aux normes.....	10
Article 12 - Travaux d'extension.....	10
Article 13 - Droit de contrôle du délégataire.....	10
Article 14 - Règlements et affichage.....	11
Article 15 - Fonctionnement des parcs.....	11
Article 16 - Conditions d'exploitation	12
Article 17 - Régime des emplacements publicitaires.....	13
Article 18 - Surveillance	13
CHAPITRE III - Régime du personnel	14
Article 19 - Moyens humains affectés à la délégation - Recrutement du responsable d'exploitation.....	14
Article 20 - Statut du personnel	14
Article 21 - Domicile.....	14
Article 22 - Reprise du personnel du délégataire à l'expiration du contrat.....	14
CHAPITRE IV - Conditions financières et fiscales	15
Article 23 - Fixation des tarifs.....	15
Article 24 - Encaissement des recettes	15
Article 25 - Rémunération du délégataire.....	15
Article 26 - Indexation de la rémunération forfaitaire.....	18
Article 27 - Redevance d'occupation du domaine public	18
Article 28 - Impôts et taxes	19
CHAPITRE V - Production des comptes	19
Article 29 - Comptes rendus mensuels	19
Article 30 - Comptes rendus annuels.....	19
Article 31 - Compte rendu technique	19

Article 32 - Compte rendu financier.....	20
Article 33 - Contrôle de la Collectivité	20
CHAPITRE VI - Responsabilités - Assurances	21
Article 34 - Responsabilité de la Collectivité	21
Article 35 - Responsabilité et assurances à la charge du délégataire	21
Article 36 - Justification des assurances	22
CHAPITRE VII - Modification - Sanctions - Contentieux	23
Article 37 - Cautionnement	23
Article 38 - Les modification de la délégation - clause de réexamen	23
Article 39 - Sanctions pécuniaires	24
Article 40 - Sanctions coercitives - Mise en régie provisoire	25
Article 41 - Sanctions résolutoires - Déchéance	25
Article 42 - Election de domicile	26
Article 43 - Règlement des litiges	26
Article 44 - Jugement des contestations	26
CHAPITRE VIII - Les modalités de fin de délégation	27
Article 45 - Faits Générateurs	27
Article 46 - Modalités d'indemnisation du délégataire en cas de résiliation du contrat avant son terme	28
Article 47 - Sort des biens.....	29
Article 48 - Continuité des services en fin de contrat	30
Article 49 - Personnel du Délégataire	31
Article 50 - Dispositif contractuel.....	31
ANNEXES AU CONTRAT	32

PREAMBULE

La Commune de Thonon-les-Bains, souhaitant s'associer à un opérateur de stationnement chargé de l'exploitation de ses parcs de stationnement, a décidé de mettre en œuvre une consultation dans le cadre d'une concession de type délégation de service public, assortie d'objectifs de qualité de service rendu aux usagers et d'une politique commerciale dynamique.

Ainsi, l'économie générale du présent contrat est basée, d'une part, sur une rémunération forfaitaire, et d'autre part, sur une rémunération variable directement assise sur l'évaluation de la qualité de l'exploitation et le chiffre d'affaires des parcs de stationnement publics de Thonon-les-Bains.

Ce contrat correspond à la volonté de la Ville de Thonon-les-Bains d'aboutir à un lien contractuel impliquant le délégataire des parcs de stationnement souterrain dans la recherche permanente de l'augmentation de la fréquentation et dans la garantie d'un service de qualité.

Projet

Entre d'une part,

La Commune de Thonon-les-Bains, représentée par Monsieur Christophe Arminjon, son Maire en exercice, dûment habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du 24 octobre 2022, à signer le présent contrat confiant à la société Indigo Infra, l'exploitation et la gestion des parcs publics de stationnement sis à Thonon-Les-Bains,

ci-après dénommée « la Collectivité »,

et d'autre part,

La Société Indigo Infra, Société par Actions Simplifiée, au capital social de 192 533 360 euros, dont le siège social est situé Tour Voltaire au 1 place des Degrés, 92800 Puteaux – la Défense, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 642 020 887, représentée par Monsieur Pierre BONNABAUD, en qualité de Directeur Régional, dûment habilité à cet effet.

ci-après dénommée « le Délégué »,

ci-après dénommées ensemble « les Parties »

Il a été exposé ce qui suit :

Projet

CHAPITRE I - Dispositions générales

Article 1 - Société dédiée

Pour faciliter le contrôle des engagements souscrits et permettre à la Collectivité d'avoir comme interlocuteur unique une seule entité juridique, le Déléгатaire s'engage à créer, au plus tard un (1) mois suivant la notification du présent contrat dans les conditions visées à l'article 5 ci-après, une société *ad hoc* dont l'objet social sera exclusivement réservé à l'exécution de la délégation.

Conformément aux règles d'organisation et de fonctionnement du groupe INDIGO, la société dédiée à l'exécution du présent contrat est d'ores et déjà autorisée à faire appel aux moyens humains, techniques et financiers du groupe auquel elle appartient, et elle fera appel à ce titre aux sociétés compétentes du groupe et notamment à la société Indigo Park en tant que prestataire de service interne.

Le Déléгатaire s'engage à demeurer, pendant toute la durée des présentes, l'actionnaire majoritaire, en actions et en droit de vote, de cette société *ad hoc* et ne pourra céder sa participation majoritaire qu'avec l'agrément exprès et préalable de la Collectivité. (**ANNEXE n°1 – projet de statuts de la société dédiée**).

Article 2 - Objet de la délégation

2.1. La délégation comprend :

- L'exploitation, et l'amodiation éventuelle, des places de stationnement, et des emplacements publicitaires éventuels, et autres activités annexes liées au stationnement, situés dans les parcs souterrains appartenant ou exploités par la Collectivité.

2.2. La Collectivité, en confiant au Déléгатaire l'exploitation des parcs de stationnement souterrain, s'engage à mettre à sa disposition les ouvrages et équipements publics correspondants, financés à ses frais.

La Collectivité conserve le contrôle du service et doit obtenir du Déléгатaire tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Le Déléгатaire, responsable à ses risques et périls du fonctionnement des parcs de stationnement souterrain, les gère conformément au présent contrat. Il perçoit, pour le compte de la Collectivité, les redevances tirées de l'exploitation des parcs et perçoit une rémunération fixe et variable destinées à rémunérer les obligations mises à sa charge.

Article 3 - Exclusivité et cession

3.1. Le présent contrat confère au Déléгатaire l'exclusivité de l'exploitation du service public délégué. La Collectivité s'interdit de confier à un tiers, pendant la durée de la présente convention, l'exploitation des activités et services défini à l'article 2 du présent contrat

3.2. Toute cession totale ou partielle du présent contrat, tout changement de Déléгатaire ne peut avoir lieu que dans les conditions définies à l'article R. 3135-6 du Code de la commande publique.

La cession totale ou partielle du présent contrat, sous quelque forme que ce soit, nécessite l'accord préalable et explicite du conseil municipal de la Collectivité.

Article 4 - Périmètre technique

Les parcs dont la gestion est déléguée sont constitués par :

- Le parc souterrain de la Place des Arts, d'une capacité de 330 places (dont 2 places motos) sur 3 niveaux, à la prise d'effet du présent contrat,
- Le parc souterrain du Square Aristide Briand, d'une capacité de 308 places (dont 4 places réservées aux personnes à mobilité réduite) sur 7 demi-niveaux, à la prise d'effet du présent contrat,
- Le parc souterrain Le Belvédère, d'une capacité de 214 places sur 3 niveaux, à la prise d'effet du présent contrat (il est situé dans le parking souterrain de la Rénovation, comprenant une partie privée d'environ 1 000 places),
- Le parc Jules Mercier, d'une capacité de 114 places sur 2 niveaux, à la prise d'effet du présent contrat. Le parc Jules Mercier comprend des parties privées.

S'agissant des parties privées des parcs Belvédère (Rénovation) et Jules Mercier, les missions du Délégataire sont celles décrites dans les tableaux annexés aux présentes (**ANNEXE n°2**). Le Délégataire ne gèrera pas les relations avec les copropriétaires ou membres de l'AFUL et n'aura comme interlocuteur que la Collectivité. Le Délégataire assurera les missions de Responsable Unique de Sécurité pour les seuls parcs publics compris dans le périmètre délégué, à l'exclusion par conséquent des parties privées des parcs Belvédère et Jules Mercier, la qualité de RUS au titre de chaque établissement pris dans sa globalité incombant à un tiers.

Ces missions seront effectuées dans les conditions des **articles 8, 11 et 12** du présent contrat.

Un descriptif technique des parcs et de leurs équipements est joint au présent contrat (**ANNEXE n°3**).

Tout changement notable dans la distribution des places ou des surfaces définies ci-dessus devra être préalablement accepté par la Collectivité dans le cadre des modifications détaillées dans la clause de réexamen (**article 38**).

Article 5 - Durée du contrat

Dans le respect de l'article L. 3114-7 du Code de la commande publique et de l'article R. 3114-2 du code de la commande publique, la durée du contrat est limitée à la durée d'amortissement des travaux demandés au Délégataire. Compte tenu de la durée d'amortissement des travaux à réaliser, le présent contrat est conclu pour une durée de 6 ans.

Le contrat prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023, sous réserve de son passage au contrôle de légalité et de sa notification par la Collectivité au Délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception, et viendra à échéance au 31 décembre 2028.

Article 6 - Prise de possession des parcs de stationnement souterrain

La remise de l'ensemble des installations s'effectue le jour de la prise d'effet du contrat conformément à l'article 5 ci-avant.

Un inventaire quantitatif et qualitatif des biens remis au Délégataire sera dressé par la Collectivité et sera annuellement remis à jour dans le cadre du rapport annuel (**ANNEXE n°3**). Il précise notamment le principe de fonctionnement des ouvrages, leur âge, leur état technique et indique ceux qui nécessitent une mise en conformité ou un complément d'équipement.

Dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur du présent contrat, conformément à l'article 5 précité, le Délégataire proposera à la Collectivité, compte tenu des constatations qu'il aura pu faire, tout complément ou correction à cet inventaire.

CHAPITRE II - Conditions d'exploitation - Garantie de la Qualité d'exploitation

Article 7 - Régime des travaux

Les travaux sont exécutés dans les conditions suivantes :

- Les travaux d'entretien et de réparation sont exécutés par le Délégué, à ses frais, conformément à l'article 8 ci-après,
- Le raccordement des parcs au Centre National de Télé-opération du Délégué sont exécutés par celui-ci, à ses frais, conformément à l'article 8 bis ci-après,
- Les travaux de renouvellement et de mises aux normes sont exécutés conformément à l'article 11, ci-après,
- Les travaux d'extension sont exécutés conformément à l'article 12, ci-après.

Sous réserve de l'approbation par la Collectivité des projets ainsi que des conditions financières de réalisation et de remise des installations en fin de contrat, le Délégué peut établir à ses frais tous ouvrages et installations qu'il jugera utiles dans l'intérêt du service. Ces ouvrages et installations feront partie intégrante de l'exploitation dans la mesure où ils sont utilisés par le service délégué.

Dans le cas d'une extension et lorsque le Délégué ne réalise pas les travaux, il s'engage, en cas de sollicitation de la Collectivité, à la faire bénéficier de son expérience en matière de stationnement et ainsi à assurer une mission de conseil et d'assistance.

Article 8 - Travaux d'entretien et de réparation

Tous les équipements et matériels permettant la marche de l'exploitation sont entretenus en parfait état de fonctionnement et réparés par les soins du Délégué et à ses frais.

Les travaux rentrant dans cette catégorie sont :

- L'entretien en état de marche du réseau d'éclairage normal et de sécurité,
- L'entretien permanent de la sonorisation et de la gestion technique centralisée,
- L'évacuation des matières usées et l'enlèvement des ordures des parcs de stationnement,
- L'entretien des installations de ventilation et des installations de surveillance de la qualité de l'air,
- L'entretien des installations de péage, des sélecteurs et recycleurs de monnaie, des lecteurs de cartes bancaires et le contrôle de leur bon fonctionnement,
- L'entretien des inscriptions et informations au public sur les installations de péage,
- L'entretien permanent des extincteurs mis à la disposition du Délégué ou du public, aux endroits fixés par le service de sécurité,
- Le remplacement des panneaux et flèches de jalonnement disposés à l'intérieur des parcs de stationnement et des trémies d'accès,
- Le balayage et le nettoyage des places de stationnement et des aires de circulation, des escaliers, des sanitaires, des corbeilles à papier,
- Le remplacement de toutes pièces défectueuses telle que : fusibles, ampoules, relais, courroie, ou autres fournitures de pièce des équipements liés à l'exploitation telles que péage, ventilation, sécurité, ascenseur, escalators, sauf dans les cas où le matériel doit être renouvelé dans le cadre des opérations annuelles d'investissement arrêtées par la Collectivité ou dans les cas où la pièce à changer représente 50% ou plus du prix du matériel / équipement (hors dépenses de main d'œuvre) qui serait acheté en remplacement de celui en cause. Le remplacement des pièces sera effectué, en tout état de cause, par le Délégué, dans la limite d'un coût par pièce de 600 € HT.
- Le marquage au sol.

La réparation des équipements détériorés est exécutée dès que le défaut en est constaté, sous réserve de l'importance des travaux à effectuer et de la disponibilité des fournisseurs. Le Délégué s'oblige notamment à faire réparer immédiatement, sans préjudice des recours ultérieurs contre les auteurs de

dégâts et/ou des éventuelles expertises sous réserve des textes en vigueur, toutes les détériorations qui peuvent être commises dans les parcs.

Article 8 Bis –Raccordement des parcs au Centre National de Télé-Opération du Déléataire

Les Parties ont convenu que dans un délai de cinq mois à compter de la prise d'effet du présent contrat, le Déléataire procédera, à ses frais, au raccordement des parcs de stationnement au Centre National de Télé-opération Indigo.

La mise en place de ce dispositif permettra une gestion à distance des contrôles d'accès et des alarmes des parcs et une optimisation du schéma d'exploitation du service. Ce dispositif correspond à un système propre au Déléataire et ne constitue à ce titre, ni un bien de retour, ni un bien de reprise.

Après prise en compte des coûts induits par la mise en place des équipements nécessaires au raccordement des parcs d'une part, et de l'optimisation du schéma d'exploitation en résultant d'autre part, la rémunération forfaitaire du Déléataire sera diminuée dans les conditions définies à l'article 25.1 ci-après.

Article 9 - Garantie Qualité

Le Déléataire s'engage à exploiter les parcs de stationnement souterrain qui lui sont confiés en respectant les fréquences d'entretien telles que définies sur le tableau annexé au présent contrat (**ANNEXE n°4**).

Cet engagement est assujéti au constat que les ouvrages et leurs équipements sont livrés au Déléataire en parfait état de réalisation et de fonctionnement.

De plus, le Déléataire s'engage à mettre en place une organisation du personnel permettant d'effectuer des interventions ponctuelles en cours d'exploitation, et par exemple, les jours de marché et en période touristique.

Par ailleurs, le Déléataire s'oblige à informer immédiatement la Collectivité, en tant que de besoin, de tout incident grave qui interviendrait dans l'exploitation déléguée.

Dans les 3 mois suivants la notification du contrat par la Collectivité au Déléataire, les Parties s'engagent mutuellement, à valider ou modifier la grille d'évaluation du respect des normes de qualité souhaitées par la Collectivité, notamment dans les domaines suivants :

- l'accueil,
- la maintenance,
- la propreté,
- la sécurité.

L'exploitation des parcs de stationnement souterrain de la collectivité a été basée sur un référentiel d'évaluation de la qualité produite par le Déléataire et perçue par les usagers.

La mesure de cette qualité est destinée à établir le plus objectivement possible les résultats du Déléataire dans ce domaine, et à lier une part significative de sa rémunération à celle-ci.

Le référentiel qualité du contrat est présenté en **ANNEXE n°5**.

La notation des items de la grille d'évaluation constitue le dispositif de mesure de la qualité produite par le Déléataire et complété par une enquête de la qualité perçue par les usagers. Les contrôles mensuels de qualité produite sont effectués contradictoirement avec la Collectivité ou un organisme indépendant missionné par elle, et définis sur la base de la grille d'évaluation citée ci-avant. Les enquêtes sur la qualité perçue seront également réalisées par la Collectivité ou par un organisme indépendant missionné par elle.

Article 10 - Exécution d'office des travaux d'entretien

Faute pour le Délégitaire de pourvoir à l'entretien des ouvrages et installations du service, la Collectivité pourra faire procéder, aux frais du Délégitaire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service, après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet dans un délai de quinze jours.

Article 11 - Travaux de renouvellement et de mises aux normes

Lorsqu'il s'avère nécessaire, le renouvellement des équipements et les mises aux normes sont assurés par la Collectivité.

Cela concerne notamment :

- Les renouvellements des matériels tournants, équipements électromécaniques, installations de péage, ascenseurs, installations de ventilation, qui justifient un amortissement comptable.
- Le renouvellement du gros œuvre et de l'étanchéité des ouvrages.
- Les travaux de mises aux normes et de mise en conformité des ouvrages et des équipements des parcs.

A cet effet, le Délégitaire est tenu de signaler à la Collectivité les anomalies qu'il pourrait constater ; dans le cas contraire, sa responsabilité pourra être engagée.

Chaque année, de façon prévisionnelle au mois de septembre et au plus tard le 31 octobre, les Parties se rencontreront pour établir la liste des travaux de renouvellement et de mise aux normes. Ces travaux seront proposés par le Délégitaire et si la Collectivité décide de leurs réalisations, financées par elle-même.

Article 12 - Travaux d'extension

La Collectivité est maître d'ouvrage de tous les travaux d'extension entraînant un accroissement du patrimoine productif.

Le Délégitaire est consulté sur l'avant-projet des travaux à exécuter.

Dans la procédure de dévolution des marchés de travaux, le Délégitaire peut être admis à soumissionner dans le respect des règles de la commande publique comme les autres opérateurs économiques. Le cas échéant, l'opération de raccordement des ouvrages nouveaux à l'ouvrage en service peut être exécutée par le Délégitaire.

Article 13 - Droit de contrôle du délégataire

Le Délégitaire dispose d'un droit de contrôle sur tous les travaux dont il n'est pas lui-même chargé. Ce droit comporte la communication des projets d'exécution sur lesquels le Délégitaire donne son avis.

Le Délégitaire aura le droit de suivre l'exécution des travaux. Il aura en conséquence le libre accès aux chantiers. Au cas où il constaterait quelque omission ou malfaçon d'exécution susceptible de nuire au bon fonctionnement du service, il devra le signaler à la Collectivité par écrit, dans les plus brefs délais et au moins dans les huit jours.

Le Délégitaire sera invité à assister aux réceptions, et autorisé à présenter ses observations qui seront consignées au procès-verbal.

Faute d'avoir signalé à la Collectivité ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier,

ou d'avoir présenté ses observations lors de la réception, le Délégué ne pourra refuser de recevoir et d'exploiter les ouvrages indiqués ci-après.

Après réception des travaux, la Collectivité pourra remettre les installations au Délégué. Cette remise des installations sera constatée par un procès-verbal signé des deux Parties. Elle sera accompagnée de la remise au Délégué du dossier des ouvrages exécutés.

Le Délégué ayant eu pleine connaissance des avant-projets, ayant donné un avis motivé et ayant pu en suivre l'exécution, ne pourra à aucun moment invoquer les dispositions pour se soustraire aux obligations du présent contrat, sauf cas de vice caché, de défaut de conception ou d'usage anormal.

Article 14 - Règlements et affichage

Le Délégué établit le projet de règlement intérieur (**ANNEXE n°6**) qui fixe les principales dispositions relatives au fonctionnement des parcs. Le règlement est destiné à assurer le meilleur service au bénéfice de l'utilisateur.

Le règlement intérieur, approuvé par arrêté municipal, est affiché par les soins du Délégué aux diverses entrées (voitures et piétons) donnant accès aux parcs de stationnement.

Toute modification ultérieure du règlement intérieur devra être approuvée par arrêté municipal.

- Un affichage spécial des tarifs en vigueur (**ANNEXE n°7**) est effectué de manière à être clairement lisible par les usagers à l'entrée des parcs et près des péages.
- Le règlement fixant les conditions de sécurité et d'évacuation est soumis aux mêmes dispositions d'approbation et d'affichage que le règlement intérieur.
- Le plan de cheminement des véhicules et des piétons à l'intérieur des parcs est à la charge du Délégué.

Article 15 - Fonctionnement des parcs

Les Parties conviennent du fonctionnement suivant :

Les parcs de stationnement sont ouverts au public 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

- **Parc des Arts**

Une présence du personnel est assurée en continu dans le parc.

- **Parc Briand**

Une présence du personnel est assurée durant 4 heures minimum par jour.

- **Parc Le Belvédère**

Une présence du personnel est assurée durant 8 heures minimum par jour.

- **Parc Jules Mercier**

Une présence du personnel est assurée durant 4 heures minimum par jour.

Les conditions de fonctionnement et d'exploitation des parcs de stationnement au jour de la prise d'effet du présent contrat sont détaillées en **ANNEXE n°8**.

Article 16 - Conditions d'exploitation

16.1 - Régime des places de stationnement

Il pourra en être fait un usage horaire (tarification au temps passé), un usage par abonnement, un usage par location de places ou un usage par amodiation sur l'initiative de la Collectivité dans le cadre de l'application des dispositions du Code de l'Urbanisme.

Le contrôle des mouvements des véhicules qui bénéficient des places amodiées ou en location consenties par la Collectivité sera exécuté par le Délégué.

Si la demande horaire se faisait pressante, le nombre d'abonnements pourrait être limité de façon à satisfaire cette éventuelle demande.

Les abonnements pourront être consentis pour la durée d'un mois, d'un trimestre ou d'un semestre, soit pour un horaire non limité, soit pour un horaire limité en fonction de l'usage désiré.

Il sera réservé, à titre gratuit, dans l'ensemble des parcs, des emplacements pour les véhicules municipaux. L'attribution des places gratuites se fera sous l'autorité exclusive de la Collectivité, représentée par le Maire ou son représentant désigné.

Ces dispositions concernent :

- Le parc des Arts pour 10 places,
- Le parc Briand pour 35 places,
- Le parc Le Belvédère pour 10 places,
- Le parc Jules Mercier pour 10 places.

16.2 - Conditions spécifiques concernant les bornes escamotables

Le Délégué prendra en charge l'exploitation des sites de contrôle d'accès installés en centre-ville sur la voirie de la Collectivité, comprenant des bornes escamotables, 2 barrières à chaînes et des contrôleurs d'accès de marque URBACO.

Les conditions d'exploitation des bornes escamotables sont définies à l'**ANNEXE n°9** du présent contrat.

16.3 – Loi confortant le respect des principes de la République

1. Conformément aux dispositions de l'article 1er de la Loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Délégué devra assurer l'égalité des usagers devant le service public et veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Le Délégué prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Ces personnels s'abstiennent ainsi de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts avec les usagers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

2. Le Délégué veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (ses sous-traitants ou sous-concessionnaires) s'assure du respect de l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité par ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction.

Il s'assure à cet effet que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public comportent les clauses nécessaires au respect de ces obligations.

Le Délégué communiquera à la Collectivité les clauses concernées des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public, étant entendu par les Parties que les contrats de fourniture et/ou de prestations de services conclus pour le fonctionnement du service ne constituent pas des contrats de sous-traitance pour l'application des présentes dispositions.

3. Il est précisé que les usagers du service public bénéficient des différents canaux existants permettant de signaler toute réclamation au Délégué.

La Collectivité informe le Délégué, dans les meilleurs délais, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité signalé par les usagers ou par toutes autres personnes.

La Collectivité est informée, dans les meilleurs délais, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté par le Délégué ainsi que des mesures qui ont été prises pour y remédier.

4. Pour permettre le contrôle de ces obligations, le Délégué communiquera à la Collectivité les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations. A cette fin, le Délégué établira une note annexée au compte rendu annuel, indiquant les mesures mises en œuvre par celui-ci pour assurer le respect de ces obligations ainsi que les mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

Article 17 - Régime des emplacements publicitaires

L'usage des emplacements publicitaires ne devra en aucun cas apporter une gêne quelconque au bon fonctionnement des parcs de stationnement.

Le type de publicité exploitée devra faire l'objet d'une information à la Collectivité et respecter les bonnes mœurs. Le nombre et la localisation des emplacements publicitaires à la prise d'effet du présent contrat sont précisés à **l'ANNEXE n°10**.

Article 18 - Surveillance

L'activité de surveillance (rondes, contrôles par installations vidéo...) devra être exécutée par les agents du délégué et pourra être complétée par un système de télésurveillance ou télégestion.

Le Délégué veillera notamment au respect des obligations de surveillance dans le cadre du Code de la sécurité intérieure.

La mission de surveillance du Délégué ne pourra en aucune manière être assimilée à une mission de gardiennage.

L'activité de surveillance doit concerner également la qualité de l'air lorsque celle-ci est rendue nécessaire par la réglementation ; les résultats du contrôle seront tenus à la disposition de l'autorité chargée du contrôle.

Les agents et les personnes dûment accrédités par la Collectivité peuvent procéder à toutes vérifications utiles pour s'assurer que les installations sont exploitées dans les conditions de la présente délégation.

Le Délégué tiendra à jour, à la disposition de la Collectivité, un journal de marche sur lequel seront consignés tous les renseignements concernant l'exploitation, notamment tous les incidents qui auront pu se produire et les solutions qui y auront été apportées. Le Délégué notera également tous les travaux auxquels il aura procédé ainsi que les comptes rendus de visites effectuées conformément aux règlements en vigueur. Il transmettra mensuellement à la Collectivité, par courrier électronique, les principales informations sur l'exploitation et la gestion technique et commerciale du service

délégué.

CHAPITRE III - Régime du personnel

Article 19 - Moyens humains affectés à la délégation - Recrutement du responsable d'exploitation

A la prise d'effet du contrat, le Délégataire s'engage à reprendre les contrats de travail relatifs au personnel affecté à l'exploitation du service délégué en application de l'article L.1224-1 du Code du travail.

Compte tenu de l'importance de la mission confiée au responsable d'exploitation et à son équipe, le Délégataire s'engage à présenter à la Collectivité, et préalablement à son affectation définitive, le responsable pressenti.

De plus, les Parties conviennent de procéder annuellement à une évaluation de la qualité du service rendu.

Les moyens humains affectés à l'exécution du service public à la prise d'effet du contrat sont présentés à l'**ANNEXE n°11**.

Pour le cas où le service rendu ne répondrait pas aux objectifs fixés par la Collectivité en raison de la compétence des effectifs, le Délégataire s'engage à faire son affaire des mesures à prendre.

Article 20 - Statut du personnel

Dans un délai de deux mois à partir de la date où le service aura commencé à fonctionner avec le personnel du Délégataire, ce dernier devra communiquer à la Collectivité la convention collective applicable à ce personnel.

Article 21 - Domicile

Le Délégataire est tenu d'avoir un représentant en résidence dans l'agglomération de Thonon-les-Bains et rapidement mobilisable.

Les parties conviennent que le poste central d'exploitation est situé dans le parc de stationnement des Arts.

Article 22 - Reprise du personnel du Délégataire à l'expiration du contrat

En cas de résiliation anticipée du présent contrat pour quelque motif que ce soit ou à l'expiration de celui-ci à son terme normal, la Collectivité ou l'exploitant par elle désigné reprendra le personnel affecté à l'exploitation concerné par l'application des dispositions de l'article L.1221-4 du Code du travail ou de toutes dispositions similaires en vigueur à cette date.

CHAPITRE IV - Conditions financières et fiscales

Article 23 - Fixation des tarifs

Les tarifs applicables à la prise d'effet du contrat, fixés par la Collectivité, sont annexés au présent contrat (**ANNEXE n°7**).

Afin de tenir compte de l'inflation, les tarifs seront indexés à deux reprises sur la toute la durée du contrat, avec une mise en application sur les 3ème et 5ème exercices.

Les tarifs sont indexés selon la formule de l'**article 26.1**, arrondis :

- au pas de 0,50 € TTC le plus proche pour les abonnements
- au pas de 0,10 € TTC le plus proche pour la tarification horaire (en ce compris les forfaits).

Article 24 - Encaissement des recettes

Le Délégué collecte et encaisse, pour le compte de la Collectivité, les sommes versées par les usagers des parcs de stationnement. Il perçoit également les recettes des emplacements à caractère commercial et à caractère publicitaire et les recettes d'autres activités annexes. Le Délégué communiquera à la Collectivité le dispositif de contrôle interne mis en place pour l'encaissement des dites recettes.

La Collectivité se réserve le droit d'effectuer des contrôles inopinés sur la collecte et l'encaissement des recettes.

Article 25 - Rémunération du Délégué

En vue de couvrir la totalité des prestations définies au présent contrat, le Délégué est rémunéré, d'une part par une rémunération forfaitaire indexée, et d'autre part, par une rémunération variable assise sur le chiffre d'affaires des parcs de stationnement souterrain, et une rémunération variable assise sur la qualité produite et la qualité perçue.

Le compte d'exploitation prévisionnel définit l'équilibre financier du contrat sur toute sa durée. Il figure en **ANNEXE n°12** du présent contrat.

Ce compte d'exploitation est établi par le Délégué pour chaque exercice comptable sur le même modèle que le compte d'exploitation prévisionnel (**ANNEXE n°12**) et est annexé au rapport annuel du Délégué.

25.1 - Rémunération forfaitaire

La rémunération forfaitaire annuelle pour le premier exercice est fixée à :

- 353.000 € HT jusqu'à la date de mise en service du raccordement des parcs au Centre National de Télé-opération du Délégué tel que prévu à l'article 8 Bis ci-avant.
- 318.000 € HT à compter de la date de mise en service du raccordement des parcs au Centre National de Télé-opération du Délégué tel que prévu à l'article 8 Bis ci-avant.

Pour chacune de ces deux périodes, il sera donc procédé à un calcul prorata temporis de la rémunération annuelle forfaitaire du Délégué en fonction de la date de mise en service du raccordement des parcs.

La rémunération forfaitaire des années suivantes correspond à celle définie dans le compte d'exploitation prévisionnel (**ANNEXE n°12**). Elle est indexée chaque année dans les conditions définies à l'article 26.1 ci-après. La rémunération forfaitaire est taxable à la TVA au taux prévu par la législation en vigueur, soit 20% à la date de signature du présent contrat.

Les estimations de charges présentées dans le compte d'exploitation prévisionnel ne tiennent pas compte d'éventuels choix d'investissements sur les parcs pouvant engendrer des économies ou des charges supplémentaires. Si de tels choix d'investissements devaient être faits, il sera fait application de l'article 38 du présent contrat.

Le cas spécifique de l'installation d'équipements d'éclairage en LED est présenté à l'**ANNEXE n°14**. Dès réalisation, par la Ville de Thonon-les-Bains, du remplacement de l'ensemble du dispositif d'éclairage à incandescence et halogène par des éclairages LED dans l'ensemble des parcs objet de la délégation, la rémunération forfaitaire du Délégué sera diminuée de 12 000 €HT/an. Si l'achèvement de ces travaux intervient au cours d'une année civile, la diminution de la rémunération forfaitaire sera proratisée.

25.2 - Rémunération variable liée au chiffre d'affaires

Afin d'inciter le Délégué à l'augmentation de la fréquentation des parcs et de s'assurer de la mise en place, par lui, d'une politique commerciale dynamique, la Collectivité versera à celui-ci une rémunération variable assise sur le chiffre d'affaires des parcs délégués, dont le montant sera déterminé comme suit :

VarN 1 HT= 50% de la part de chiffre d'affaires HT comprise entre 400 000 €HT et 800 000 € HT par an.

VarN 2 HT= 65% de la part de chiffre d'affaires HT supérieure à 800 000 €HT par an.

25.3 - Rémunération variable liée à la qualité

Conformément aux dispositions de l'article 9 du présent contrat, les résultats de l'évaluation de la qualité produite par le Délégué et de la qualité perçue par les usagers, entraînent l'application d'un intéressement ou d'une pénalité, dont les modalités de paiement sont déterminées à l'article 25.4.

Le montant maximum de l'intéressement variable lié à la qualité est de 100 000 € H.T par an. Les modalités et les seuils de calcul de l'intéressement ou de la pénalité éventuels sont précisés en **ANNEXE n°12**.

La rémunération variable au titre des articles 25.2 et 25.3 est taxable à la TVA au taux prévu par la législation en vigueur, soit 20% à la date de signature du présent contrat.

25.4 - Modalités de versement par la Collectivité ou par le Délégué.

Le Délégué adressera mensuellement, le 10 de chaque mois, à la Collectivité une facture TTC payable mensuellement à terme échu dans laquelle figurera :

- la rémunération forfaitaire, calculée sur la base de 1/12^{ème} du montant annuel de la rémunération forfaitaire pour l'année considérée fixé à **l'article 25.1** ci-dessus ;
- la rémunération variable liée au chiffre d'affaires calculée sur la base de 1/12^{ème} du montant annuel de la rémunération variable calculé sur la base du chiffre d'affaires HT prévisionnel annuel figurant dans le compte d'exploitation prévisionnel ci-joint en Annexe 12 ;
- la rémunération variable liée à la qualité calculée sur la base de 1/12^{ème} du montant annuel de la rémunération variable maximale pouvant être attendu en application de l'article 25.3.

Le montant mensuel TTC ainsi calculé, dû au titre de la rémunération forfaitaire et variable du mois M, viendra en déduction du montant de recettes TTC encaissées dans les parcs délégués au titre du mois M-1.

A la fin de chaque exercice, un bilan complet des recettes et charges, visé à **l'article 25.5** ci-après, sera établi par le Délégué, avec un calcul exact, sur l'année calendaire, de la rémunération (application des **articles 9, 25.1, 25.2, 25.3**) revenant au Délégué.

Si le bilan fait apparaître que les recettes HT encaissées sont inférieures au montant HT des recettes prévisionnelles définies pour l'exercice considéré dans le compte d'exploitation prévisionnel et/ou que le montant de la rémunération variable facturé lié à la qualité est supérieur au montant que le Délégué aurait dû réellement percevoir, le Délégué versera à la Collectivité le trop-perçu de la rémunération variable, sur facturation établie au plus tard le 31 mars de l'année n+1.

Dans le cas contraire, la Collectivité versera au Délégué le complément de rémunération variable, calculée dans les conditions définies à **l'article 25.2** ci-dessus, sur facturation établie au plus tard le 31 mars de l'année n+1.

25.5 - Comptes et recettes

Avant le 15 février de chaque année, le Délégué établit le bilan des recettes annuelles réalisées et, d'autre part, les dépenses de la Collectivité comprenant la rémunération forfaitaire, la rémunération variable déjà perçue et restant à percevoir, et les impôts et taxes (hors taxes foncières), tel que stipulé à **l'article 28** ci-après et sur la base du modèle de tableau annexé aux présentes (**ANNEXE n 14**).

Le Délégué s'oblige à ouvrir un compte bancaire spécifique à la présente délégation de service et à en communiquer les coordonnées à la Collectivité afin qu'elle puisse exercer, à tout moment et en fin d'exercice, les contrôles qui lui paraîtraient souhaitables.

A partir de ce compte d'exploitation et des facturations mensuelles effectuées, une facture de régularisation sera émise à la Collectivité. Elle sera payable dans les conditions énoncées à l'article 25.4.

Article 26 - Indexation de la rémunération forfaitaire

26.1- Les Parties conviennent d'indexer le montant de la rémunération forfaitaire du Délégué, dans les conditions énoncées à l'article 25.1 ci-dessus.

Cette indexation résultera de l'application d'un coefficient K donné par la formule suivante :

$$T_n = T_0 * K$$

Avec :

- T_n : Tarifs révisés pour l'année n
- T_0 : Tarifs applicables à l'entrée en vigueur du contrat
- K : Coefficient d'actualisation fixé :

$$K = 0.10 + 0.55 * \frac{SAL_n}{SAL_0} + 0.09 * \frac{EL_n}{EL_0} + 0.26 * \frac{TCH_n}{TCH_0}$$

o SAL_n , TCH_n , EL_n sont les dernières valeurs connues au moment d'appliquer la formule d'indexation
o SAL_0 , TCH_0 et EL_0 sont les valeurs correspondant aux indices mensuels connus à la date de remise de l'offre finale (Valeur Juin 2022).

o SAL = Indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Tertiaire (NAF rév. 2, niveau A17 MN) - Base 100 au T2 2017 (identifiant Insee 010562765).

o EL = Indice mensuel des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 04.5.1 – Électricité (identifiant Insee 001763554).

o TCH = Indice mensuel des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France – Transports, Communications et Hôtellerie.

La première indexation interviendra le 1^{er} janvier 2024, au titre de l'exercice 2024, mois « zéro », puis le 1^{er} janvier de chaque année suivante.

26.2 - Les Parties conviennent d'indexer le montant de la rémunération forfaitaire du Délégué, dans les conditions énoncées à l'article 25.1 ci-dessus.

Article 27 - Redevance d'occupation du domaine public

27.1. Conformément aux articles L. 2125-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques, le montant de la redevance d'occupation domaniale qui sera versée à la Collectivité en contrepartie de la mise à disposition des biens de retour, est fixé en tenant compte des avantages, de toute nature, procurés au Délégué.

En conséquence, la redevance due à la Collectivité pour la mise à disposition des biens de la concession est versée par le Délégué à la Collectivité, au titre de chaque exercice annuel de la concession. Cette redevance fera l'objet d'un titre de recettes dont le règlement par le Délégué interviendra au plus tard trente (30) jours suivant sa réception.

27.2. La redevance est égale à 10 000 € HT par an, avec une révision annuelle dans les conditions de l'article 26.1.

En cas de résiliation anticipée comme au terme normal de la présente convention, le montant de redevance correspondant à la part proratisée restant due (année précédant la date de fin du contrat et/ou année en cours à la date de fin du contrat) sera versé dans le délai de cinq mois qui suit l'échéance de la concession.

Toute somme non versée dans le délai indiqué à l'article 27.1 donne lieu, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts calculés au taux d'intérêt légal majoré de deux points (TIL + 2).

Article 28 - Impôts et taxes

Il est précisé que la rémunération forfaitaire annuelle du Délégué s'entend hors impôts et taxes (notamment la taxe foncière qui reste à la charge de la Collectivité), et dépenses engagées par le Délégué pour le compte de la Collectivité.

Ainsi, les impôts et taxes (hors taxes foncières) liés à l'exploitation sont payés par le Délégué et feront l'objet d'une refacturation spécifique à la Collectivité majorée de la TVA au taux en vigueur en sus de la rémunération forfaitaire prévue à l'**article 25.1**.

Le Délégué émettra une facture dans les soixante (60) jours après le recouvrement par l'administration fiscale desdits impôts et taxes dont le règlement par la Collectivité interviendra au plus tard trente (30) jours suivant sa réception.

CHAPITRE V - Production des comptes

Article 29 - Comptes rendus mensuels

Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement des conditions techniques et financières du présent contrat, le Délégué fournira, avant le 10 de chaque mois, un rapport mensuel sur les recettes encaissées et les interventions techniques réalisées. Ce rapport devra comporter les éléments suivants :

- Tableau de bord des recettes prévues et réalisées pour le mois écoulé et comparaison pour le même mois de l'année précédente en tenant compte des jours ouvrables ;
- La copie des bordereaux bancaires retraçant les mouvements financiers du compte de gestion, et notamment l'encaissement des recettes commerciales ;
- La répartition des recettes par type d'utilisateur et de la recette moyenne par utilisateur horaire ;
- Le nombre d'entrées payantes réalisées pour le même mois et la répartition par différents types d'utilisateurs ;
- Le nombre d'entrées gratuites ;
- Le nombre d'abonnements en cours par parc de stationnement et par type de stationnement ;
- La description des opérations commerciales engagées durant le mois et les résultats enregistrés ;
- La liste des incidents techniques survenus au cours du mois.

Article 30 - Comptes rendus annuels

Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement des conditions financières et techniques du présent contrat, le Délégué fournira à la Collectivité, après la fin de chaque exercice et avant le 1er juin de chaque année, un compte rendu annuel comprenant notamment un compte rendu technique et un compte rendu financier avec le compte de gestion conforme au modèle prévu en **ANNEXE n°13**, conformément aux dispositions de l'article L. 3131-5 du Code de la commande publique.

Il est convenu que le dernier jour de l'exercice est fixé au 31 décembre.

La non-production des documents dans les délais susvisés constitue une faute contractuelle qui sera sanctionnée dans les conditions définies à l'**article 39** du présent contrat.

Article 31 - Compte rendu technique

Au titre du compte rendu technique, le Délégué fournira pour l'année écoulée, au moins, les indications suivantes :

- Les effectifs du service d'exploitation,
- Le nombre total de places amodiées,
- Le nombre total des places en location,
- Le nombre total d'abonnements délivrés,
- Le nombre total des sorties d'usagers horaires,
- L'évolution générale de l'état de l'ouvrage et des matériels exploités,
- Les travaux d'entretien, de renouvellement et de modernisation effectués,
- Le livre de bord du Délégué mis à la disposition du public et consultable à tout moment par la Collectivité,
- Les adaptations à envisager, etc.,
- La mise à jour de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens tel que prévu à l'article 6.

Article 32 - Compte rendu financier

Ce document rappellera les conditions économiques générales de l'année d'exploitation et les mouvements financiers en résultant.

Il précisera, en outre:

- en dépenses : le détail par nature des dépenses de personnel, fonctionnement, entretien et réparation et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur.
- en recettes : d'une part la rémunération totale du Délégué, et d'autre part le détail des recettes de l'exploitation selon le type de tarification et d'usagers et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur.

Article 33 - Contrôle de la Collectivité

La Collectivité aura le droit de contrôler les renseignements donnés, tant dans les comptes rendus mensuels, annuels que dans les comptes d'exploitation, visés ci-dessus. A cet effet, ses agents accrédités, ou experts désignés par elle, pourront se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification et notamment l'ensemble des relevés des caisses automatiques, des bordereaux de versement en banque et pièces comptables relatives aux dépenses d'exploitation.

Ils pourront procéder à toutes vérifications utiles pour s'assurer que les installations sont exploitées dans les conditions du présent contrat et que les intérêts contractuels de la Collectivité sont sauvegardés.

CHAPITRE VI - Responsabilités - Assurances

Article 34 - Responsabilité de la Collectivité

La Collectivité conserve la responsabilité de la bonne tenue du gros œuvre, de l'étanchéité, des mises aux normes/ mises en conformité.

Le Délégué est informé que la Collectivité :

- Est propriétaire exclusif des parcs Briand et des Arts ;
- Est copropriétaire de places affectées au stationnement public payant dans le parc Jules Mercier situé dans la copropriété Le Concorde (immeuble + parc de stationnement) ;
- Est copropriétaire de places affectées au stationnement public payant (« Le Belvédère ») intégrées dans la copropriété des garages du quartier de la Visitation ou de la Rénovation, constituée en « Association Foncière Urbaine Libre » (AFUL), dont est membre la Collectivité.

En cas de sinistre, les travaux de remise en état devront pouvoir commencer immédiatement, après le sinistre et, au plus tard, dans les soixante jours après celui-ci.

Article 35 - Responsabilité et assurances à la charge du Délégué

Dès la prise en charge des installations, le Délégué est responsable du bon fonctionnement du service dans le cadre des dispositions du présent contrat.

Le Délégué fera son affaire de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation. La responsabilité de la Collectivité ne pourra être recherchée à l'occasion de litiges provenant de la gestion du Délégué, excepté le cas de malveillance ou l'immixtion de la Collectivité dans les missions déléguées.

Le Délégué sera seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, causés par le matériel mis en place par lui pour l'exploitation du service. Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront ces différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

Le Délégué devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les différentes responsabilités qui lui incombent, ci-dessus définies, dans tous les domaines concernant l'exploitation du service.

L'assurance de responsabilité civile que le Délégué s'engage à souscrire couvre les responsabilités encourues du fait de l'exploitation technique et commerciale des ouvrages et du service.

Le Délégué devra souscrire une police « Dommage aux biens » auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, devant garantir les dommages matériels atteignant les immeubles et équipements confiés.

Les polices assurant, à concurrence de la valeur de remplacement, les équipements, devront porter sur les risques suivants : recours des voisins et des tiers, eau, électricité, foudre, incendie et explosion, pertes d'exploitation, attentats, catastrophes naturelles.

Les polices devront être conformes aux conditions suivantes :

1. Les compagnies d'assurances renonceront à tout recours contre la Collectivité ou contre le Délégué, à la suite d'un sinistre résultant du fait de l'activité d'exploitation déléguée au Délégué, excepté le cas de malveillance ou l'immixtion de la Collectivité dans l'exercice des missions déléguées ;
2. Les compagnies ne pourront se prévaloir de déchéance pour retard de paiement de la part du Délégué qu'un mois après la notification au Délégué de ce défaut de paiement.;

3. Les risques assurés seront réévalués tous les ans ;
4. En cas de sinistre, l'indemnité versée par les compagnies au titre des dommages matériels sera intégralement affectée à la remise en état des ouvrages et de leurs équipements. L'estimation de la valeur des biens avant le sinistre ne devra pas en être affectée.

Les travaux de remise en état devront commencer immédiatement après le sinistre, et, au plus tard, dans les soixante jours suivant celui-ci ou suivant, le cas échéant, la fin des éventuelles expertises et/ou procédures judiciaires.

Article 36 - Justification des assurances

Les attestations d'assurances devront être communiquées à la Collectivité. Le Déléataire lui adressera à cet effet, sous un mois à compter de la prise d'effet du contrat, les attestations.

Les attestations seront transmises à la Collectivité chaque année civile et au plus tard le 31 mars de l'année civile en cours. La Collectivité pourra en outre, à toute époque, exiger du Déléataire la justification du paiement régulier des primes d'assurances par la remise des attestations d'assurances.

Toutefois, cette communication n'engagera en rien la responsabilité de la Collectivité pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avèrerait insuffisant.

Projet

CHAPITRE VII - Modification - Sanctions - Contentieux

Article 37 - Cautionnement

Dans un délai de deux mois après la notification dans les conditions visées à l'article 5 du présent contrat, le Délégué déposera, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à la Caisse du receveur municipal, une somme forfaitaire de 18.000 euros en numéraire ou en rente sur l'Etat, en obligations garanties par l'Etat ou en bons du Trésor, dans les conditions prévues par les lois et règlements pour les cautionnements en matière de travaux publics. En particulier, le cautionnement pourra être constitué par un dépôt de titres choisis dans la liste établie à cet effet par arrêté du Ministre de l'Economie, avec possibilité permanente de substitution d'un titre à un autre.

La somme ainsi versée formera le cautionnement. S'il fournit une caution personnelle et solidaire ou une garantie bancaire du même montant, le Délégué pourra être dispensé de ce versement.

Sur le cautionnement seront prélevés le montant des pénalités et les sommes restant dues à la Collectivité par le Délégué, en vertu du présent contrat, notamment le montant des sommes versées par les usagers des parcs de stationnement souterrain. Seront également prélevées sur le cautionnement les dépenses faites en raison des mesures prises, aux frais du Délégué, pour assurer la sécurité publique ou la reprise du service en cas de mise en régie provisoire, ainsi que la remise en état des ouvrages en fin de contrat.

Toutes les fois qu'une somme quelconque aura été prélevée sur le cautionnement, le Délégué devra la compléter à nouveau dans le délai de quinze jours. Il est toutefois précisé que les versements effectués à titre de cautionnement ne sauraient dépasser 36 000 euros. Dans l'hypothèse où une caution personnelle et solidaire ou une garantie bancaire serait mise en place, la responsabilité de la caution ne saurait dépasser 36 000 euros sur l'ensemble de la durée de la convention.

La non-reconstitution du cautionnement, dans les limites du plafond mentionné à l'alinéa précédent, après mise en demeure restée sans effet pendant un mois, ouvrira droit pour la Collectivité à procéder à une résiliation sans indemnité.

Article 38 - Les modification de la délégation - clause de réexamen

38.1. De manière générale, dans le cadre de l'exécution du contrat, toute modification doit respecter l'article L. 3135-1 du Code de la commande publique combiné aux articles R. 3135-1 et suivants. Ainsi, les Parties ne peuvent recourir aux avenants, sans nouvelle procédure de mise en concurrence, que dans certaines hypothèses limitativement énumérées par ces dispositions.

Ces modifications ne peuvent changer la nature globale du contrat de délégation.

38.2. Pour tenir compte des changements intervenus dans les conditions d'exécution de la délégation, les conditions financières et/ou techniques de la concession peuvent être soumises à modification par l'une et/ou l'autre des Parties.

Les hypothèses dans lesquelles les Parties pourront être amenées à réexaminer ensemble les conditions contractuelles sans nouvelle procédure de mise en concurrence sont les suivantes :

- En cas de changement dans la distribution des places ou surfaces dans les parcs de stationnement ou en cas de modification du plan de circulation sur voirie venant perturber significativement l'accessibilité aux parcs ;
- En cas d'extension des parcs de stationnement dont la gestion est confiée au Délégué ;
- En cas d'évolution des conditions économiques du contrat notamment dans les cas suivants :
 - En cas d'évolution annuelle de la fréquentation des parcs supérieure à 15% par an par rapport l'année antérieure, étant précisé que pour l'année 2023, le compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat (**ANNEXE n°12**) sert de base de référence ;
 - Si des mesures administratives empêchent l'application des tarifs prévus, et/ou en cas de modification de la grille tarifaire par la Collectivité ;
 - En cas de modification du périmètre de la délégation ;
 - En cas de modification de la législation et/ou de la réglementation ;
- En cas de contraintes ou charges imposées par l'exercice de servitudes inconnues du Délégué à

l'entrée en vigueur du contrat ;

- En cas d'avis défavorable de la commission de sécurité et/ ou d'accessibilité, ou de prescriptions de ces commissions ayant un impact sur les modalités et/ou charges d'exploitation et de maintenance des parcs de stationnement ;
- En cas de réalisation de travaux par la Collectivité ayant pour objet l'ajout de bornes de recharge des véhicules électriques, la rémunération forfaitaire du Délégué sera adaptée ;

Article 39 - Sanctions pécuniaires

Dans les cas prévus ci-après, faute pour le Délégué de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, des pénalités lui seront automatiquement infligées sous réserve de leur levée par la Collectivité, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers ou de l'application des mesures faisant l'objet des articles du contrat.

Les pénalités s'appliquent dès la constatation de l'incident qui donne lieu à un examen contradictoire. Dans le cas où il ne serait pas procédé à ce constat, la Collectivité adresse au Délégué une mise en demeure préalable par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Délégué est mis à même de présenter préalablement ses observations sur les faits qui lui sont reprochés et dispose pour ce faire d'un délai maximum de 10 jours à compter de la réception du courrier qui lui est adressé.

Les pénalités seront prononcées au profit de la Collectivité par Monsieur le Maire dans les cas suivants :

39.1 - En cas de défaillance dans l'exploitation du service :

Sauf cas de force majeure ou de retard imputable à l'administration ou à la Collectivité, des pénalités sont appliquées au Délégué dans les conditions suivantes ;

1. En cas de retard dans la mise en fonctionnement du service, dépassant un délai de 48 heures, la pénalité par jour de retard sera égale à 100 % du montant de la perte de recette ;
2. En cas d'interruption générale ou partielle du service imputable au seul Délégué, la pénalité par jour d'interruption sera due, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet dans un délai de dix jours, et sera égale à 120 % du montant de la perte de recettes du parc de stationnement concerné.

39.2 - En cas de non-production des documents et autres comptes rendus prévus au présent contrat :

En cas de non-production des documents et comptes rendus autres que le rapport annuel prévus au présent contrat et après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception par la Collectivité, restée sans effet pendant quinze jours, il sera appliqué une pénalité égale à 2.000 euros.

En cas de retard dans la production du rapport annuel visé à l'article 30 du présent contrat, et après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception par la Collectivité, restée sans effet pendant quinze jours, il sera appliqué une pénalité égale à 2.000 euros. En cas de retard de plus de 3 mois, une pénalité égale à 6.000 euros sera appliquée.

Le montant des pénalités arrêté par la Collectivité fera l'objet de l'émission d'un titre de recettes. En l'absence de paiement par le Délégué dans un délai de 30 jours suivant la réception du titre de recettes, le montant sera prélevé de plein droit sur le cautionnement.

Le montant des pénalités ne peut être porté au compte rendu financier.

Toute somme non versée à ces dates portera intérêts au taux d'intérêt légal en vigueur.

Afin de ne pas mettre en péril l'équilibre financier du contrat, le montant total des pénalités sera plafonné à 2 % du chiffre d'affaires de l'année considérée.

39.3 - Pénalité en cas de non-respect par le Déléataire du principe d'égalité des usagers devant le service public et des principes de laïcité et de neutralité du service public

En cas de manquement constaté au respect de l'égalité des usagers devant le service public et aux principes de laïcité et de neutralité du service public, et si le Déléataire n'a pas pris les mesures adaptées pour faire cesser ce manquement, il sera appliqué une pénalité de 500 € par manquement. Toutefois, si le Déléataire rencontre des difficultés particulières dans la mise en œuvre de ces mesures et sous réserve d'en apporter la justification, il devra en informer la Collectivité pour que la pénalité ne soit pas appliquée.

L'application de toute pénalité sera précédée d'un courrier de mise en demeure, adressé par lettre recommandée avec accusé de réception, qui précisera les motifs de la sanction et fixera un délai au Déléataire pour qu'il fasse part de ses observations. Ce délai ne pourra être inférieur à cinq (5) jours ouvrés. Au terme de ce délai, la Collectivité appréciera la pertinence des arguments présentés par le Déléataire et décidera de l'application éventuelle de la pénalité prévue ci-avant.

Article 40 - Sanctions coercitives - Mise en régie provisoire

Le Déléataire assure la continuité du service en toutes circonstances, sauf en cas de force majeure ou de retard imputable à l'administration ou à la Collectivité.

En cas d'interruption, tant totale que partielle de l'exploitation, la Collectivité a le droit d'assurer le service par le moyen qu'elle juge bon.

Si l'interruption de l'exploitation n'est pas due à un des cas expressément mentionnés au 1^{er} alinéa du présent article, le service peut être assuré en régie aux frais et dépens du Déléataire. La Collectivité peut, à cet effet, prendre possession temporairement des matériels et équipements nécessaires à l'exploitation. Elle dispose, en outre, du personnel du Déléataire nécessaire à l'exécution du service.

La mise en régie provisoire doit être précédée d'une mise en demeure adressée au lieu du siège du Déléataire, par lettre recommandée avec accusé de réception, et restée sans effet à l'expiration d'un délai de quinze jours, sauf en cas de mesures d'urgence visées à l'article suivant.

La régie cesse dès que le Déléataire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations sauf si la déchéance est prononcée.

Article 41 - Sanctions résolutoires - Déchéance

En cas de faute d'une particulière gravité, notamment si le Déléataire n'assure plus le service dont il a la charge en vertu des dispositions du présent contrat, la Collectivité pourra prononcer elle-même la déchéance du Déléataire, sous réserve des causes d'exonérations prévues à l'**article 39.1**.

Cette mesure devra être précédée d'une mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet dans un délai imparti de quinze jours. Les suites de la déchéance seront mises au compte du Déléataire. Par faute d'une particulière gravité, il est notamment entendu :

- L'absence de réalisation par le Déléataire des travaux prévus ou l'inobservation de réglementations obligatoires,
- Le non-respect par le Déléataire pendant plus de 5 jours des conditions d'exécution du présent contrat, remettant en cause le maintien de l'ouverture du parc de stationnement,
- La non-production du rapport annuel prévu à l'**article 30**, dans les six mois à compter de sa date contractuelle de remise.

Les conséquences financières de la déchéance sont à la charge du Déléataire, à l'exception :

- D'une part, du remboursement par le Délégant de la valeur nette comptable au jour de la prise d'effet de la déchéance, des investissements qu'il a réalisés ou acquis et qui ont la qualité de biens de retour majorée, le cas échéant, de la régularisation de la TVA à reverser au Trésor

Public, déduction faite des coûts assumés par le Délégrant pour mettre en œuvre cette déchéance et, le cas échéant, de toute somme due par le Délégataire au titre du contrat,

- Et d'autre part du rachat, si le Délégrant le souhaite, des biens de reprise, stocks et approvisionnements nécessaires à l'exploitation normale du service délégué, à leur valeur nette comptable au jour de prise d'effet de la déchéance, majorée de la TVA à reverser au Trésor Public.

La déchéance est prononcée sans préjudice des dommages et intérêts auxquels le Délégataire pourrait être tenu par ailleurs au titre du préjudice subi par le Délégrant du fait de la carence du Délégataire et du prononcé de la déchéance.

Article 42 - Election de domicile

La Collectivité fait élection de domicile à la Mairie de Thonon-les-Bains.

Le Délégataire fait élection de son domicile à son siège social. Il est tenu d'avoir un représentant en résidence dans l'agglomération de Thonon-les-Bains.

Les notifications pourront être valablement faites à son siège social.

Article 43 - Règlement des litiges

Préalablement à l'instance contentieuse, les contestations pourront être portées par la partie la plus diligente devant le Président du tribunal administratif qui s'efforcera de concilier les parties.

Article 44 - Jugement des contestations

Les contestations qui s'élèveront entre le Délégataire et la Collectivité au sujet de l'interprétation et l'exécution du présent contrat seront soumises au tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve située la Collectivité contractante.

CHAPITRE VIII - Les modalités de fin de délégation

Article 45 - Faits Générateurs

45.1. Hypothèses de fin de concession

Le contrat prend fin selon l'une des modalités suivantes :

- A l'échéance du terme fixé par le contrat,
- En cas de force majeure,
- En cas de déchéance du Délégataire,
- Pour un motif d'intérêt général, moyennant le respect d'un préavis minimum de six (6) mois,
- Lorsque le Délégataire est, au cours de l'exécution d'un présent contrat, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 3123-1 à L. 3123-5 du Code de la commande publique et aux articles L. 3123-7 à L. 3123-11 du même Code : Le Délégataire est tenu d'informer sans délai la Collectivité de ce changement de situation. Toutefois, la Collectivité ne peut prononcer la résiliation du présent contrat lorsque le Délégataire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du Code de commerce, à condition qu'il ait été informé sans délai du changement de situation,
- La Collectivité peut, en application de l'article L. 3136-6 du Code de la commande publique, résilier le présent contrat lorsque l'exécution du contrat ne peut être poursuivie sans une modification qui méconnaîtrait les dispositions des articles L. 3135-1 et L. 3135-2 du Code de la commande publique,
- En cas de résiliation amiable ou prononcée par le juge administratif.

45.2. Engagements des Parties en fin de concession

En cas de cessation du présent contrat, pour quelle que cause que ce soit :

- Le Délégataire s'engage à fournir tous documents et renseignements de nature à permettre à la collectivité de lancer, dans les meilleures conditions possibles de mise en concurrence ainsi que dans le respect du principe de l'égalité des concurrents, une procédure de consultation destinée au renouvellement du présent contrat à l'exception des documents relevant du secret des affaires ;
- Les Parties conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels en application des dispositions de l'article L.1224-1 du Code du travail pour l'ensemble des personnels affectés à l'exploitation des services délégués et dont la relation de travail relève dudit Code.

A cet effet, le Délégataire est tenu de communiquer sur simple demande à la collectivité une liste du personnel à jour sous réserve du respect de la réglementation relative à la protection des données personnelles, mentionnant la qualification, l'ancienneté et plus généralement toute indication concernant l'aptitude des personnels et indiquant les masses salariales correspondant à chaque catégorie de personnel.

Cette liste, rendue anonyme, est communiquée à tout candidat lors du renouvellement de la concession, conformément aux obligations d'information en vigueur.

Article 46 - Modalités d'indemnisation du Délégué en cas de résiliation du contrat avant son terme

Article 46.1. Modalités de valorisation de la part non amortie des biens

Quel que soit le motif de résiliation retenu, s'agissant des biens de retour, dans le respect de l'article L. 3136-10 du Code de la commande publique, lorsque le Délégué résilie avant son terme normal le présent contrat, le Délégué a droit à l'indemnisation du préjudice qu'il subit à raison du retour anticipé des biens, à titre gratuit, dans le patrimoine de la Collectivité s'ils n'ont pas été totalement amortis, dans les conditions suivantes :

- Lorsque l'amortissement de ces biens a été calculé sur la base d'une durée d'utilisation inférieure à la durée du contrat, l'indemnité à laquelle peut prétendre le Délégué est égale à la valeur nette comptable des biens majorée, le cas échéant, de la régularisation de la TVA à reverser au Trésor Public ;
- Lorsque l'amortissement de ces biens a été calculé sur la base d'une durée d'utilisation supérieure à la durée du contrat, l'indemnité à laquelle peut prétendre le Délégué est égale à la valeur nette comptable des biens telle qu'elle résulterait de leur amortissement sur la durée du contrat majorée, le cas échéant, de la régularisation de la TVA à reverser au Trésor Public.

L'indemnité à la charge de la Collectivité ne saurait excéder le montant calculé au titre des alinéas précédents.

Article 46.2. Indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Délégué pourra prétendre au versement d'une indemnité comprenant :

- Une somme correspondant à la valeur nette comptable des éventuels biens de retour non amortis financés par le Délégué, telle qu'elle apparaît au bilan du Délégué, ou à leur valeur résiduelle telle qu'elle ressort des tableaux d'amortissement, majorée, le cas échéant, de la régularisation de TVA à reverser au Trésor Public ;
- Une somme correspondant à la valeur nette comptable des éventuels biens de reprise appartenant au Délégué et repris par la collectivité, majorée de la TVA au taux en vigueur ;
- Une somme correspondant aux indemnités pour remboursement anticipé éventuellement dues aux organismes financiers du fait de la résiliation des contrats de prêts sans que cette indemnité ne puisse être supérieure à une indemnité actuarielle calculée conformément aux usages ;
- Une somme correspondant au manque à gagner constitué par la perte de chance de réaliser les bénéfices escomptés (« Résultats avant impôt ») tels que présentés dans le compte d'exploitation prévisionnel (**ANNEXE n°12**) sur toute la durée restant à courir jusqu'au terme normal du contrat.
- Une somme correspondant aux indemnités versées au titre de la rupture des contrats de travail en cas d'absence de continuité de l'activité ;

En cas de désaccord, les Parties conviennent de désigner un expert. A défaut, il est désigné par le Président du tribunal administratif du ressort du Délégué à l'initiative de la Partie la plus diligente.

Le règlement éventuel s'effectue à la libération des Biens par le Délégué.

Article 46.3. Indemnisation en cas de résiliation pour force majeure

En cas de résiliation pour force majeure, le Délégué pourra prétendre au versement d'une indemnisation comprenant :

- Une somme correspondant à la valeur nette comptable des éventuels biens de retour non amortis financés par le Délégué, telle qu'elle apparaît au bilan du Délégué, ou à leur valeur résiduelle telle qu'elle ressort des tableaux d'amortissement, majorée, le cas échéant de la régularisation de TVA à reverser au Trésor Public ;
- Une somme correspondant à la valeur nette comptable des éventuels biens de reprise appartenant au Délégué et repris par la collectivité, majorée de la TVA au taux en vigueur ;
- Une somme correspondant aux indemnités pour remboursement anticipé éventuellement dues aux organismes financiers du fait de la résiliation des contrats de prêts sans que cette indemnité ne puisse être supérieure à une indemnité actuarielle calculée conformément aux usages ;
- Une indemnisation des pertes subies et aux surcoûts imputables à l'événement de force majeure ;
- Une somme correspondant aux indemnités versées au titre de la rupture des contrats de travail en cas d'absence de continuité de l'activité.

Article 46.4. Indemnisation en cas de résiliation pour déchéance

En cas de résiliation pour déchéance, le Délégué pourra prétendre au versement d'une indemnisation comprenant :

- Une somme correspondant à la valeur nette comptable des éventuels biens de retour non amortis financés par le Délégué, telle qu'elle apparaît au bilan du Délégué, ou à leur valeur résiduelle telle qu'elle ressort des tableaux d'amortissement, majorée, le cas échéant, de la régularisation de TVA à reverser au Trésor Public ;
- Une somme correspondant à la valeur nette comptable des éventuels biens de reprise appartenant au Délégué et repris par la collectivité, majorée de la TVA au taux en vigueur ;
- Une somme correspondant, pour les biens de retour et les biens de reprise que souhaitera reprendre la Collectivité, aux indemnités pour remboursement anticipé éventuellement dues aux organismes financiers du fait de la résiliation des contrats de prêts sans que cette indemnité ne puisse être supérieure à une indemnité actuarielle calculée conformément aux usages.

Article 47 - Sort des biens

Le financement des biens de la délégation par un crédit-bail n'est pas autorisé.

Article 47.1. Remise des biens de retour inscrits à l'inventaire « Biens de retour »

Les biens de retour, y compris leurs accessoires, sont remis à la Collectivité en fin de contrat dans les conditions suivantes :

- Ces biens doivent être remis en bon état d'entretien et de fonctionnement. A cette fin, le Délégué et le Délégué établissent, 6 mois avant la fin de la délégation ou à tout moment en cas de fin anticipée, un état contradictoire des biens concernés et, s'il y a lieu, une liste des interventions (travaux de maintenance et de réparation légère et renouvellement) que le Délégué devra avoir exécutées au plus tard un (1) mois avant la fin du présent contrat.

A la date de son départ, le Délégué assure le nettoyage des équipements et installations du service délégué ainsi que l'évacuation de tous les objets inutilisables.

- Dans l'hypothèse où le Délégué n'a pas exécuté, de façon fautive, tout ou partie des travaux dont il a la charge en vertu du présent article, il verse au Délégué une somme correspondant au montant des travaux non exécutés, augmentée d'un intérêt de retard égal à trois (3) fois le taux d'intérêt légal sans excéder les limites prévues par la loi, et ce, sans formalité préalable. La pénalité de retard est calculée *pro rata temporis*.

Les biens de retour financés par le Délégué sont remis à la Collectivité à titre gratuit. Toutefois, les biens qualifiés de biens de retour qui ne sont pas amortis en fin de contrat font retour dans le patrimoine

du Délégrant sur la base de la valeur nette comptable inscrite au bilan.

Article 47.2. Rachat facultatif des biens de reprise inscrits à l'inventaire « Biens de reprise »

Le Délégataire tient en permanence à disposition de la collectivité la liste exhaustive des biens de reprise. Il transmet l'inventaire « Biens de reprise » valorisé à la Collectivité 12 mois avant la fin du présent contrat. Il remet à la Collectivité un inventaire actualisé 6 mois à compter de cette date.

La Collectivité peut à tout moment procéder ou faire procéder par tout tiers qu'il agrée à cet effet à un inventaire contradictoire de ces biens. Cet inventaire est réalisé aux frais de la collectivité demandeuse.

La Collectivité peut librement désigner les seuls biens qu'elle demande à racheter et le Délégataire prend alors toutes dispositions pour y donner suite et le cas échéant isoler ces biens de ceux qui ne sont pas rachetés.

La valeur de ces biens de reprise sera déterminée en fonction de leur valeur nette comptable, compte tenu des frais éventuels de remise en état, et payée au Délégataire dans les 3 mois qui suivent leur reprise par la Collectivité ou le nouvel exploitant.

Article 48 - Continuité des services en fin de contrat

La Collectivité aura la faculté sans qu'il en résulte un droit à l'indemnité pour le Délégataire, de prendre pendant les douze (12) derniers mois du contrat ou à compter de la date à laquelle le Délégataire est informé de la fin anticipée de la délégation, le cas échéant, toutes mesures pour assurer la continuité du service en fin de contrat, et permettre le cas échéant un changement de mode gestion et/ou d'exploitant, en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour le Délégataire.

Le Délégataire maintient un fonctionnement habituel de l'exploitation jusqu'à la fin de la concession. Le Délégataire prête son concours au nouvel exploitant pour faciliter sa prise en main progressive du service, jusqu'au transfert total à l'échéance du contrat, et assurer la parfaite continuité du service. Le Délégataire s'engage à ne pas entraver d'éventuelles démarches commerciales que le nouvel exploitant pourrait engager dans les trois (3) mois avant la reprise effective du service. Le Délégataire prêtera un concours renforcé pour assurer une parfaite transmission de l'exploitation au nouvel exploitant les derniers jours du contrat.

D'une manière générale, la Collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage de la délégation au nouveau régime d'exploitation. A ce titre, les personnels de la Collectivité pourront, au même titre que les personnels du Délégataire avoir accès à l'ensemble des informations des sites du Délégataire et des installations utiles à l'exécution du service public. Le Délégataire s'engage à permettre et faciliter cet accès.

La Collectivité réunit les représentants du Délégataire ainsi que, le cas échéant, ceux du nouvel exploitant, pour organiser le transfert de l'exploitation du service délégué et notamment pour permettre au Délégataire d'exposer les principales consignes et les modes opératoires à suivre pour le fonctionnement des ouvrages, équipements et installations du service délégué. Le Délégataire accepte d'être accompagné par les agents de l'exploitant à venir pendant une période de 2 semaines.

A la fin du présent contrat, la Collectivité ou tout nouvel exploitant qu'il aura désigné sera subrogé aux droits du Délégataire sauf pour les factures émises par le Délégataire et les réclamations des usagers. Le Délégataire s'engage à ne pas prendre, dans l'année qui précède l'expiration du présent contrat ou le cas échéant dès notification de la fin anticipée de la Convention, de décision ou ensemble de décisions qui soient de nature à affecter substantiellement les conditions techniques, économiques et financières du service dont l'exploitation lui est confiée, sans l'accord préalable exprès de la collectivité, lequel doit être sollicité sur demande motivée. Il en ira en particulier ainsi de toute décision susceptible, durant la dernière année d'exécution du contrat, d'augmenter de plus de 5 % les dépenses d'exploitation du service objet des présentes.

Article 49 - Personnel du Délégué

Le Délégué s'engage à communiquer, dans le respect de la réglementation RGPD, douze (12) mois avant le terme normal du contrat, et sans délai en cas de résiliation, les informations non nominatives à jour relatives à la situation des personnels susceptibles d'être concernés par un transfert de leur contrat de travail en application des dispositions de l'article L.1224-1 du Code du travail ou d'une convention collective ou d'un accord collectif qui trouverait à s'appliquer.

Afin de vérifier la conformité des informations transmises à ce titre, le Délégué fournira la dernière Déclaration Sociale Nominative (ci-après, DSN) transmise aux services de l'Etat.

A compter de cette communication, le Délégué informe la collectivité, dans les plus brefs délais, de toute évolution affectant cette liste.

Toute embauche supplémentaire de personnel dans les 18 mois précédant le terme du présent contrat doit être dûment justifiée.

Pour garantir une bonne continuité de l'exploitation à l'échéance de la Convention, le Délégué ne modifiera pas substantiellement la composition et le régime du personnel affecté à l'exploitation durant la dernière année d'exploitation, sauf accord préalable et exprès du Délégué.

Le Délégué accepte que les informations prévues par le présent article soient communiquées aux éventuels candidats admis à présenter une offre, dans le cadre de la procédure de concession applicable au futur contrat de délégation.

Article 50 - Dispositif contractuel

Les Annexes font partie intégrante du contrat de Délégation avec lequel elles forment un tout indivisible. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, le présent contrat de délégation prévaut sur les annexes.

Le Délégué s'engage à tenir une version à jour du contrat de concession initial actualisé par ses éventuels avenants successifs. Les Parties conviennent d'utiliser la version « consolidée » comme document de travail pour faciliter l'exécution de leurs relations contractuelles, étant précisé qu'en cas de litige, seul le contrat initial et ses avenants successifs feront foi.

Signatures

Pour La **Ville de THONON-LES-BAINS**,

Représentée par son Maire en exercice, Monsieur Christophe ARMINJON

Dûment habilité à effet de signer les présentes par délibération exécutoire du Conseil Municipal en date du 24 octobre 2022.

Fait à Le

Prénom NOM, Qualité

Pour la **INDIGO Infra**

Représentée par

dont le siège social est situé Tour Voltaire au 1 place des Degrés, 92800 Puteaux – la Défense, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 642 020 887

Fait à Le

Prénom NOM, Qualité

ANNEXES AU CONTRAT

N° de l'annexe	Objet
1	Statuts de la société dédiée
2	Parties privées des parcs Belvédère (Rénovation) et Jules Mercier
3	Inventaire quantitatif et qualitatif des biens remis au Délégitaire
4	Fréquences d'entretien des parcs de stationnement
5	Référentiel qualité du contrat
6	Règlement intérieur pour le fonctionnement des parcs
7	Grille tarifaire prévisionnelle – applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2023
8	Détail des conditions d'exploitation et de fonctionnement
9	Conditions d'exploitation des bornes escamotables
10	Nombre et la localisation des emplacements publicitaires
11	Présentation de l'équipe dédiée à l'exploitation de la délégation
12	Cahier économique et financier
13	Modèle de tableau pour la présentation du rapport annuel
14	Présentation du relamping LED